

NATIONAL CAPITAL COMMISSION  
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

**RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES TROIS MOIS**

**CLOS LE 30 JUIN 2024**

Canada



## TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| Rapport de gestion et analyse.....  | 3  |
| A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....                                   | 3  |
| B. Analyse budgétaire.....  | 3  |
| C. Utilisation des crédits parlementaires.....  | 5  |
| D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....  | 6  |
| E. Sommaire de l'état de la situation financière.....                                 | 6  |
| F. Risques et stratégies d'atténuation.....   | 7  |
| G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes..... | 9  |
| Déclaration de responsabilité de la direction.....                                    | 10 |
| État de la situation financière.....  | 11 |
| État des résultats et de l'excédent accumulé.....                                     | 12 |
| État de la variation des actifs financiers nets.....                                  | 13 |
| État des flux de trésorerie.....  | 14 |
| Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....                               | 15 |

## **RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES TROIS MOIS CLOS LE 30 JUIN 2024**

Les résultats financiers pour la période de trois mois clos le 30 juin 2024 ont résulté en un déficit de 2,1 M\$. Ce déficit s'explique principalement par des revenus moins élevés que prévu pour les revenus de location et servitude (2,0 M\$), les crédits parlementaires en fonctionnement (1,8 M\$) non encore reçus, les frais d'accès aux usagers (0,5 M\$) et autres revenus (0,3M\$). Ces déficits sont contrebalancés en partie par des revenus d'intérêts supérieurs aux prévisions (2,5 M\$).

### **A. Analyse des résultats d'une année à l'autre**

Les revenus ont diminué de 20,0 M\$, ou 61,5 %, comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison des éléments suivants :

- Diminution des revenus sur les opérations de location et servitudes de 18,6 M\$, ou 77,2 % pour atteindre 5,5 M\$, principalement en raison de la constatation de revenus de servitude précédemment reportés résultant de la mise en œuvre de la nouvelle norme comptable sur la comptabilisation des revenus au cours de l'an dernier;
- Diminution des autres revenus de 0,9 M\$, ou 37,5 % pour atteindre 1,6 M\$; et
- Diminution des revenus d'intérêt de 0,7 M\$, ou 16,3 % pour atteindre 3,6 M\$.

Partiellement contrebalancé par:

- L'augmentation des frais d'accès aux usagers 0,1 M\$, ou 20,0 % pour atteindre 0,6 M\$; et
- L'augmentation des recouvrements de 0,1 M\$, ou 8,3 % pour atteindre 1,3 M\$.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 1,5 M\$, ou 4,1 %, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- L'intendance et protection a augmenté de 1,2 M\$, ou 4,5 %, pour atteindre 28,0 M\$;
- Les services internes ont augmenté de 0,3 M\$, ou 3,6 %, pour atteindre 8,7 M\$; et
- La planification à long terme est resté stable à 1,6 M\$.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a diminué de 1,4 M\$ comparativement à la même période l'an dernier, s'établissant à 23,7 M\$. Les résultats pour les principales catégories de crédits parlementaires sont comme suit :

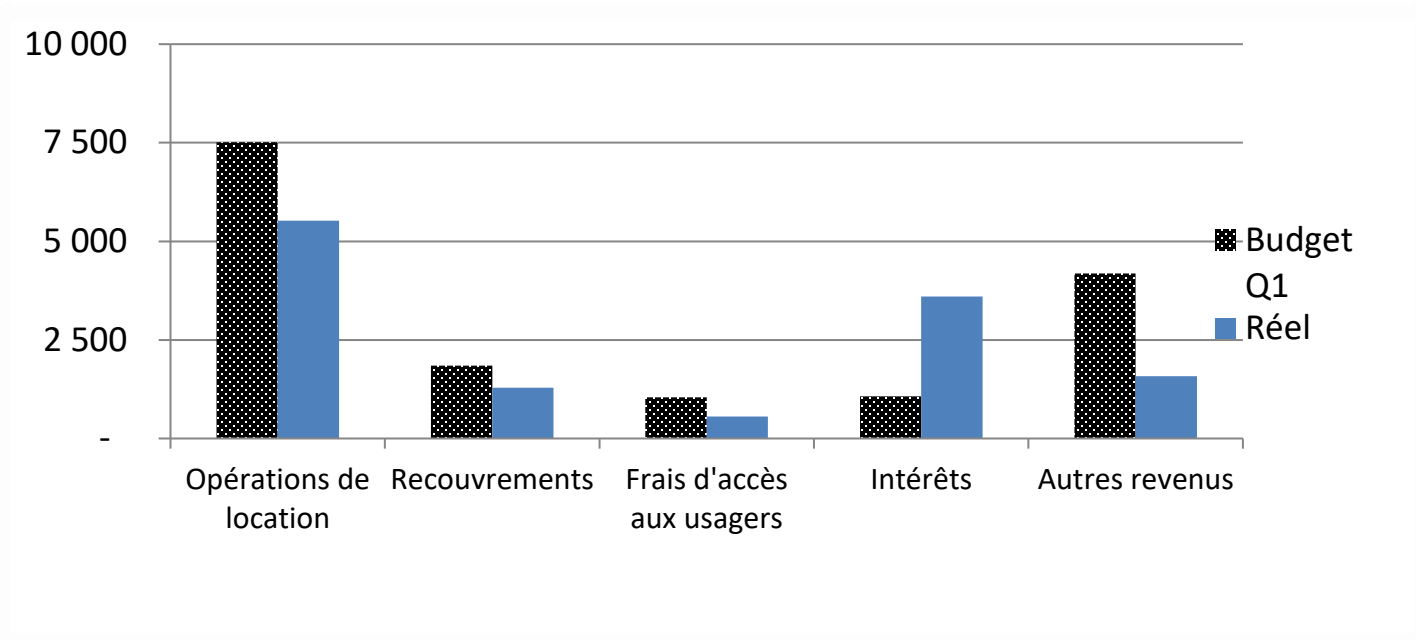
- Les crédits pour les charges d'exploitation ont diminué de 0,2 M\$, ou 1,1 %, pour atteindre 17,4 M\$;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont diminué de 1,2 M\$, ou 16,0 %, pour atteindre 6,3 M\$.

### **B. Analyse budgétaire**

Le budget des revenus pour l'exercice 2024-2025 comprend des éléments non-récurrents tels que les contributions et les recouvrements liés au projet du parc riverain de la berge sud, aux initiatives des ponts interprovinciaux et aux commémorations, avec 2,0 M\$ comptabilisés à la fin du premier trimestre, soit 9,6 % du budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 10,5 M\$ ou 25,4 % du budget annuel au 30 juin 2024.

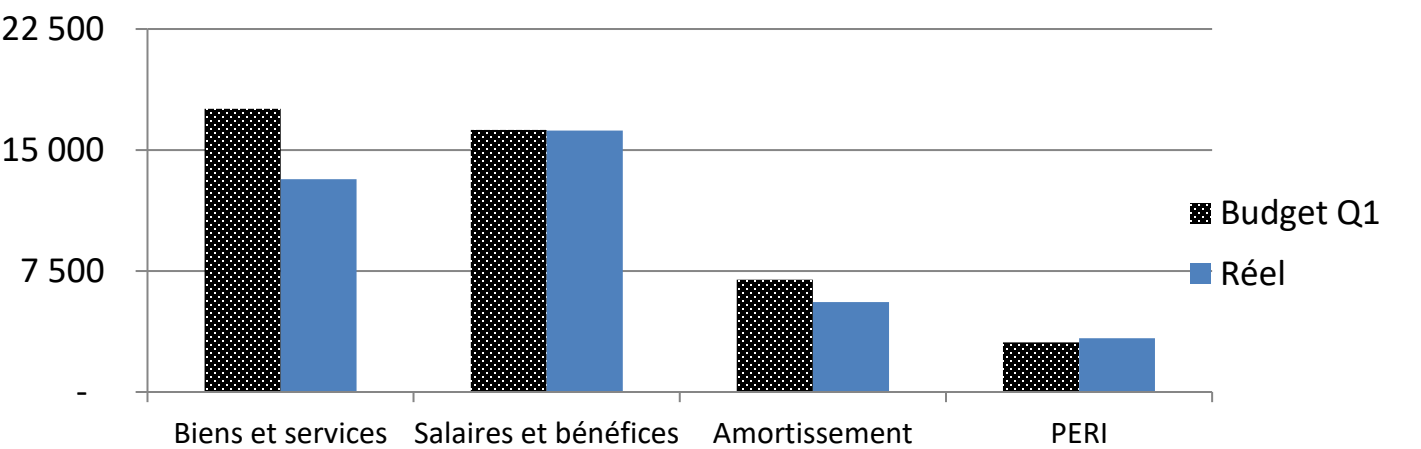
Le graphique suivant fournit les détails des revenus cumulatifs de 12,5 M\$ en date du premier trimestre comparativement au budget de 15,7 M\$. Les revenus d'intérêts sont supérieurs au budget tandis que les recouvrements, les opérations de location et servitudes, les frais d'accès aux usagers et les autres revenus sont en dessous du budget.

**Revenus par type (en milliers de dollars)**



Le tableau suivant fournit les détails des charges d'exploitation cumulatives de 38,3 M\$ en date du premier trimestre comparativement au budget de 43,8 M\$. L'écart favorable est principalement attribuable aux dépenses en biens et services (4,4 M\$) et la charge d'amortissement (1,4 M\$) qui sont sous les prévisions budgétaires.

**Charges d'exploitation (en milliers de dollars)**



### C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les revenus d'investissements, les gains sur la cession d'immobilisations corporelles et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre des Services Publics et de l'Approvisionnement Canada. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a comptabilisé 23,7 M\$, ou 15,7 % de son financement annuel en appropriations prévu pour la période terminée le 30 juin, 2024. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

#### Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

| Vote   | Budget annuel  | Crédits parlementaires reconnus | % Reconnus   | Budget supplémentaire des dépenses | Prévision d'ici mars 2025 |
|--|----------------|---------------------------------|--------------|------------------------------------|---------------------------|
| Crédits pour les charges d'exploitation      | 77 750         | 14 928                          | 19.2%        | -                                  | 62 822                    |
| Budget supplémentaire des dépenses           | -              | 2 464                           | -            | -                                  | -                         |
| <i>sous-total</i>                            | 77 750         | 17 392                          | 19.2%        | -                                  | 62 822                    |
| Crédits pour les immobilisations corporelles | 64 549         | 2 494                           | 3.9%         | -                                  | 62 055                    |
| Appropriations différées                     | 8 250          | 3 789                           | 45.9%        | -                                  | 4 461                     |
| <i>sous-total</i>                            | 72 799         | 6 283                           | 8.6%         | -                                  | 66 516                    |
| <b>Total</b>                                 | <b>150 549</b> | <b>23 675</b>                   | <b>15.7%</b> | -                                  | <b>129 338</b>            |

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 30 juin 2024 (note 8).

## D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

| <b>Pour les trois mois clos le 30 juin 2024<br/>(en milliers de dollars)</b>  | <b>Réels</b>   |
|---|----------------|
| <b>Routes et ponts</b><br>Réfection du pont Portage et du pont Champlain  | 2 188          |
| <b>Propriétés historiques</b><br>Résidences Officielles   | 1 880          |
| <b>Propriétés locatives</b>   | 634            |
| <b>Mise en valeur de propriétés</b><br>Réaménagement des plaines LeBreton   | 84             |
| <b>Cité patrimoniale et culturelle</b>  | 4 146          |
| <b>Actifs verts</b><br>Réaménagement de la pointe Kiwiki, aménagement du parc riverain de la berge sud, réfection de l'éclairage le long du canal Rideau, Escarpement de la colline du parlement, aménagement des berges du Lac-Leamy | 14 175         |
| <b>Installations récréatives</b><br>Camping du Lac Philippe   | 4 895          |
| <b>Équipements</b>  | 47             |
| <b>Acquisitions de propriétés (y compris le fonds vert)</b>   | 3 082          |
| <b>Autres</b>   | 3 293          |
| <b>Total réels T.1 2024-2025</b>  | <b>34 424</b>  |
| <b>Total réels T.1 2023-2024</b>  | <b>20 060</b>  |
| <b>Variance</b>   | <b>14 364</b>  |
| <b>Budget 2024-2025</b>   | <b>170 944</b> |
| <b>% atteint</b>  | <b>20%</b>     |
| <b>% réels + engagements<br/>(financé par le budget annuel et les reports)</b>  | <b>83%</b>     |

## E. Sommaire de l'état de la situation financière

Les actifs financiers totaux s'élevaient à 271,3 M\$ au 30 juin 2024, soit une diminution de 31,6 M\$ ou 10,4 % par rapport à 302,9 M\$ au 31 mars 2024, principalement en raison d'une diminution de 29,3 M\$ de la trésorerie et équivalents de trésorerie, et 2,2 M\$ en créances.

Les passifs ont totalisé 228,7 M\$ au 30 juin 2024, soit une augmentation de 5,3 M\$ ou 2,4 % par rapport à 223,4 M\$ au 31 mars 2024, principalement attribuable à une augmentation de 10,6 M\$ des comptes créditeurs et des charges à payer, en partie compensée par une diminution de 4,4 M\$ des revenus reportés.

Les actifs non financiers se chiffraient à 969,4 M\$ au 30 juin 2024, une augmentation de 34,9 M\$ ou 3,7 % par rapport à 934,5 M\$ au 31 mars 2024, reflétant principalement l'augmentation des immobilisations corporelles, nettes de l'amortissement en raison de l'avancement des projets en immobilisations financés par le Budget 2020.

## **F. Risques et stratégies d'atténuation**

La CCN identifie, gère et atténue les risques auxquels elle est exposée en adoptant un cadre intégré de gestion, qu'elle applique à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. La gestion des risques d'entreprise s'intègre au cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir son profil de risque. Cet exercice aide la société d'État à identifier ses principaux risques d'entreprise ainsi que les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Ces risques d'entreprise sont suivis de près tout au long de l'exercice, et il est rendu compte au conseil d'administration, tous les trimestres, des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation.

La CCN cherche constamment à améliorer son cadre de gestion des risques et à mettre à profit une information plus complète sur les risques pour prendre des décisions. Elle peut ainsi prendre des mesures adéquates pour mettre en œuvre les stratégies d'atténuation nécessaires et conserver sa résilience.

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

En date du 30 juin 2024, la CCN a cerné quatre principaux risques d'entreprises qui dépassent sa tolérance au risque:

1. Gestion des actifs : Depuis 2018-2019, la CCN a fait d'importants investissements en immobilisations pour répondre aux besoins critiques et la détérioration de ses actifs, grâce au financement fournis par le gouvernement du Canada, qui s'efforce de surmonter les impacts des décennies précédentes de sous-investissement. Parallèlement, la société met en œuvre des mesures continues pour améliorer ses processus, ses systèmes et ses pratiques en matière de gestion des actifs et de planification des investissements. Il y a un risque que le manque d'intégration uniforme de la planification du portefeuille, de l'affectation des ressources et de l'exécution des projets limite la capacité de la CCN de gérer efficacement les risques liés à la détérioration des actifs et de préconiser des augmentations de financement.

Afin d'atténuer ce risque, la CCN continuera à travailler sur les biens qui ont besoin de réparations essentielles, de les revitaliser et de les remettre en bon état conformément aux crédits supplémentaires, y compris des mesures visant à accroître leur résilience aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

La CCN tirera parti de nouveaux fonds pour mettre en œuvre un programme de planification des investissements qui intègre la gestion des actifs à long terme, poursuivre la mise en œuvre d'un programme cyclique d'inspection de l'état des actifs, continuer à tenir à jour les données tout au long du cycle de vie d'un actif, ainsi que renforcer les exigences en matière de priorisation des actifs en fonction de la planification du portefeuille.

La CCN planifiera et mettra en œuvre le remplacement des systèmes intégrés de gestion des finances et des actifs pour répondre aux besoins des membres du personnel qui les utilisent. La Société établira et mettra également en œuvre des approches pour atténuer les répercussions de l'inflation élevée et persistante et d'autres facteurs importants qui font grimper les coûts des projets afin de s'assurer que les coûts globaux du programme demeurent dans les limites des fonds alloués et affectés existants.

La CCN profitera du rapatriement du portefeuille immobilier commercial pour mieux intégrer la planification du portefeuille, l'affectation des ressources et l'exécution des projets dans l'ensemble de son inventaire

immobilier. La société poursuivra ses efforts de gestion des actifs grâce à la mise en œuvre de la nouvelle norme comptable pour le Programme des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

2. Pouvoirs : Les pouvoirs de la CCN conférés par la loi sont demeurés en grande partie inchangés depuis sa création en 1959. Les lacunes au sein de ces pouvoirs présentent des défis pour la CCN dans ses efforts de conservation et de protection des actifs bâtis et naturels, et pour effectuer des transactions immobilières en termes modernes, à l'appui de son mandat. Il y a un risque que les pouvoirs limités de la société nuisent à l'exécution du mandat de la CCN et à sa capacité d'influencer les parties prenantes externes.

Pour atténuer ce risque, la CCN a l'intention d'accroître l'affirmation de la société dans l'exécution de son mandat dans le cadre législatif actuel, la portée des pouvoirs et le niveau des ressources. De plus, la Société continuera de travailler avec ses partenaires gouvernementaux et de les appuyer afin de proposer des solutions visant à accroître les pouvoirs législatifs et réglementaires de la CCN.

3. Changements climatiques : L'impact du changement climatique et des événements météorologiques connexes sur les actifs bâtis et naturels, les opérations et les programmes, ainsi que les ressources financières et non financières, pourrait nuire à la capacité de la CCN de remplir son mandat.

Pour atténuer ce risque, La CCN mettra en œuvre son Plan d'Adaptation Climatique, qui implique l'élaboration de lignes directrices afin de soutenir la mise en œuvre d'une Stratégie de Développement Durable et des plans de situations d'urgence pour répondre plus efficacement aux événements météorologiques violents.

La CCN mettra également en œuvre les recommandations du Plan de mise en œuvre de divulgation des risques financiers liés au climat, et intégrera l'analyse financière des impacts potentiels du changement climatique et des coûts associés aux atténuations dans les processus de planification des investissements et de priorisation des projets.

4. Capacité en ressources humaines : Les gouvernements et les entreprises font face à des défis considérables, partout au Canada et dans la région de la capitale nationale, alors qu'ils s'efforcent de recruter et maintenir en poste des membres du personnel possédant les connaissances, les compétences et les expériences appropriées. Il y a un risque que les difficultés réelles et perçues liées à la compétitivité de la CCN en matière d'embauche et de maintien en poste du personnel ait une incidence sur sa capacité de s'acquitter adéquatement de son mandat fondamental.

Afin d'atténuer ce risque, la CCN améliorera l'attraction et la rétention des talents grâce à une série de mesures qui comprennent la mise à jour et la mise en œuvre du plan sur la diversité, l'inclusion et l'équité en matière d'emploi; continuer à promouvoir un milieu de travail engageant, diversifié et inclusif qui attire et retient les talents; améliorer la capacité de la société d'adapter ses conditions de travail et son milieu de travail afin de favoriser la flexibilité du travail et de la vie personnelle du personnel.

La CCN surveillera également les répercussions de la migration vers un milieu de travail hybride et adaptera sa mise en œuvre, au besoin, à mesure que des leçons sont tirées; ainsi que l'exploration d'options budgétaires pour faciliter l'embauche de personnel pour une période indéterminée plutôt que pour une période déterminée. Un examen de la reconnaissance, de la rémunération et des avantages sociaux globaux des employés de la CCN afin



d'assurer la compétitivité sera entrepris; les options pour l'établissement d'un programme de perfectionnement des talents seront explorées.

Enfin, la CCN continuera de mettre en œuvre et d'optimiser le nouveau programme de dotation des postes, tout en continuant les efforts de sensibilisation pour promouvoir son mandat et accroître sa visibilité en tant qu'employeur de premier choix auprès des chercheurs d'emploi de la Région de la Capitale Nationale.

#### **G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes**

Dans le cadre de l'Énoncé Économique de l'Automne 2022, le gouvernement du Canada a réservé un financement supplémentaire considérable à la CCN pour protéger les biens patrimoniaux de la région de la capitale nationale. Ces fonds consistent en un montant supplémentaire de 332,6 M\$ au cours des prochaines années jusqu'à 2031-2032 pour la recapitalisation des résidences officielles, à l'exclusion du 24, promenade Sussex, ainsi que pour le maintien et l'entretien des immobilisations, y compris la réhabilitation des infrastructures d'importance historique et culturelle.

Aucun autre changement important concernant les opérations, le personnel ou les programmes de la CCN n'est survenu au cours des trois mois clos le 30 juin 2024.

# États financiers non audités

## Pour les trois mois clos le 30 juin 2024

### Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'États, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,

La Vice-présidente, Services généraux et  
Chef des services financiers,



Tobi Nussbaum

Tania Kingsberry, CPA, CA

Ottawa, Canada  
Le 20 août 2024

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)**  
(en milliers de dollars)

30 juin 2024 31 mars 2024

**ACTIFS FINANCIERS**

|   |                |                |
|---|----------------|----------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)          | 129 641        | 159 143        |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés (note 4) | 12 384         | 12 220         |
| Créances  | 18 809         | 21 044         |
| Placements (note 3)                                       | 110 489        | 110 519        |
|   | <b>271 323</b> | <b>302 926</b> |

**PASSIFS**

|  |                |                |
|--|----------------|----------------|
| Créditeurs et charges à payer                              | 52 331         | 41 777         |
| Provision pour assainissement environnemental              | 72 393         | 72 113         |
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | 26 498         | 26 498         |
| Revenus reportés (note 5)                                  | 52 148         | 56 568         |
| Avantages sociaux futurs                                   | 9 904          | 10 207         |
| Autres passifs   | 15 471         | 16 271         |
|  | <b>228 745</b> | <b>223 434</b> |

**ACTIFS FINANCIERS NETS**

**42 578 79 492**

**ACTIFS NON FINANCIERS**

|                                      |                |                |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
| Immobilisations corporelles (note 6) | 955 665        | 926 628        |
| Frais payés d'avance                 | 9 417          | 3 628          |
| Autres actifs non financiers         | 4 270          | 4 270          |
|                                      | <b>969 352</b> | <b>934 526</b> |

**EXCÉDENT ACCUMULÉ**

**1 011 930 1 014 018**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

La présidente du conseil d'administration,



Maryse Gaudreault

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)**  
 Pour les trois mois clos le 30 juin (en milliers de dollars)

|  | 2024-2025        | 2024             | 2023           |
|--|------------------|------------------|----------------|
|  | Budget annuel    | Réel             | Réel redressé  |
|  | (note 2)         |                  |                |
| <b>REVENUS</b>   |                  |                  |                |
| Opérations de location et servitudes                                 | 30 056           | 5 521            | 24 115         |
| Recouvrements  | 7 381            | 1 285            | 1 206          |
| Frais d'accès aux usagers  | 4 170            | 555              | 468            |
| Intérêts   | 4 265            | 3 603            | 4 295          |
| Gain sur la cession d'immobilisations corporelles                    | -                | 1                | -              |
| Autres revenus   | 16 751           | 1 578            | 2 440          |
|  | <b>62 623</b>    | <b>12 543</b>    | <b>32 524</b>  |
| <b>CHARGES (note 7)</b>  |                  |                  |                |
| Planification à long terme   | 11 889           | 1 608            | 1 632          |
| Intendance et protection   | 126 932          | 28 045           | 26 811         |
| Services internes  | 36 517           | 8 653            | 8 404          |
|  | <b>175 338</b>   | <b>38 306</b>    | <b>36 847</b>  |
| <b>Déficit avant le financement du gouvernement du Canada</b>        | <b>(112 715)</b> | <b>(25 763)</b>  | <b>(4 323)</b> |
| <b>Financement du gouvernement du Canada</b>                         |                  |                  |                |
| Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)      | 77 750           | 17 392           | 17 579         |
| Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8) | 72 799           | 6 283            | 7 496          |
|  | <b>150 549</b>   | <b>23 675</b>    | <b>25 075</b>  |
| <b>Excédent (déficit) de la période</b>                              | <b>37 834</b>    | <b>(2 088)</b>   | <b>20 752</b>  |
| <b>Excédent accumulé au début de la période</b>                      | <b>983 737</b>   | <b>1 014 018</b> | <b>976 503</b> |
| <b>Excédent accumulé à la fin de la période</b>                      | <b>1 021 571</b> | <b>1 011 930</b> | <b>997 255</b> |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)**

Pour les trois mois clos le 30 juin (en milliers de dollars)

|  | 2024-2025        | 2024            | 2023             |
|--|------------------|-----------------|------------------|
|  | Budget annuel    | Réel            | Réel<br>redressé |
|  | (note 2)         |                 |                  |
| <b>Excédent (déficit) de la période</b>                            | <b>37 834</b>    | <b>(2 088)</b>  | <b>20 752</b>    |
| Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6) | (168 436)        | (34 610)        | (20 367)         |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)             | 27 878           | 5 573           | 5 523            |
| Perte sur la cession d'immobilisations corporelles                 | -                | -               | 65               |
| Gain sur la cession d'immobilisations corporelles                  | -                | (1)             | -                |
| Produits de la cession d'immobilisations corporelles               | -                | 1               | -                |
| Perte réalisée suite à une opération de cession-bail               | -                | -               | (46)             |
|  | <b>(140 558)</b> | <b>(29 037)</b> | <b>(14 825)</b>  |
| Variation des frais payés d'avance                                 | -                | (5 789)         | (2 139)          |
| Variation des autres actifs non financiers                         | -                | -               | (1 050)          |
|  | <b>-</b>         | <b>(5 789)</b>  | <b>(3 189)</b>   |
| <b>Augmentation (diminution) des actifs financiers nets</b>        | <b>(102 724)</b> | <b>(36 914)</b> | <b>2 738</b>     |
| <b>Actifs financiers nets au début de la période</b>               | <b>10 108</b>    | <b>79 492</b>   | <b>149 264</b>   |
| <b>Actifs financiers nets à la fin de la période</b>               | <b>(92 616)</b>  | <b>42 578</b>   | <b>152 002</b>   |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**  
**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)**

Pour les trois mois clos le 30 juin (en milliers de dollars)

|  | 2024            | 2023           |
|--|-----------------|----------------|
| <b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>  |                 |                |
| Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires                                     |                 |                |
| pour les charges d'exploitation  | 18 695          | 18 984         |
| Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes                       | 5 620           | 6 135          |
| Rentrées de fonds provenant des recouvrements, frais d'accès aux usagers et autres revenus | 2 005           | (4 438)        |
| Paievements aux fournisseurs   | (22 597)        | (17 446)       |
| Paievements aux employés   | (14 690)        | (14 428)       |
| Intérêts reçus   | 2 472           | 5 608          |
| Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites                             | (36)            | (54)           |
| <b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation</b>                            | <b>(8 531)</b>  | <b>(5 639)</b> |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                       |                 |                |
| Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour                                |                 |                |
| les immobilisations corporelles  | 4 399           | 6 260          |
| Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles                                  | (25 281)        | (13 814)       |
| Produits de la cession d'immobilisations corporelles                                       | 1               | -              |
| Rentrées de fonds pour cession future d'un terrain   | 46              | -              |
| Déboursés pour l'assainissement environnemental  | (68)            | (88)           |
| <b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations</b>       | <b>(20 903)</b> | <b>(7 642)</b> |
| <b>ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>  |                 |                |
| Rentrées de fonds pour le Fonds « Chambers Building »                                      | 95              | 69             |
| Acquisition de placements  | (522)           | (30 109)       |
| Encaissement de placements   | 523             | 50 020         |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de placement</b>                             | <b>96</b>       | <b>19 980</b>  |
| <b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>             | <b>(29 338)</b> | <b>6 699</b>   |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>                      | <b>171 363</b>  | <b>301 560</b> |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>                      | <b>142 025</b>  | <b>308 259</b> |
| <b>Représentés par :</b>   |                 |                |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>   | <b>129 641</b>  | <b>300 932</b> |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés</b>                                    | <b>12 384</b>   | <b>7 327</b>   |
|  | <b>142 025</b>  | <b>308 259</b> |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2024 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

## 1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. La CCN encourage la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive depuis 2015-2016.

## 2. Conventions comptables importantes

### MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2024 qui détaillent les normes comptables applicables.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels les plus récents.

### Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées au titre d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date de clôture ainsi que sur les montants présentés au titre de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, la provision pour assainissement environnemental, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2024 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les résultats réels peuvent différer de façon significative des estimations de la direction.

### Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2024-2025, présentées dans le *Plan d'entreprise 2024-2025 à 2028-2029*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

### 3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

#### A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 juin 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 129,6 millions de dollars (159,1 millions au 31 mars 2024) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 5,5 % (5,5 % au 31 mars 2024).

#### B. PLACEMENTS

Au 30 juin 2024, les placements de portefeuille incluent des titres de gouvernements provinciaux ainsi que des certificats de placement garanti totalisant 110,5 millions de dollars (110,5 millions au 31 mars 2024) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 5,7 % (5,7 % au 31 mars 2024).

|                                  | 30 juin 2024   |                 | 31 mars 2024   |                 |
|----------------------------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|
|                                  | Coût amorti    | Cours du marché | Coût amorti    | Cours du marché |
| Gouvernements provinciaux        | 10 489         | 10 024          | 10 519         | 10 017          |
| Certificats de placement garanti | 100 000        | 100 000         | 100 000        | 100 000         |
|                                  | <b>110 489</b> | <b>110 024</b>  | <b>110 519</b> | <b>110 017</b>  |

#### C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 juin 2024, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 120,7 millions de dollars (141,8 millions au 31 mars 2024) étaient inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est désignée à l'interne et réservée à un usage particulier.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2024 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés

#### A. Train léger sur rail (TLR)

La Ville d'Ottawa (la Ville) a entrepris un important projet en 2012-2013 pour remplacer le réseau actuel de service rapide par autobus par un système de train léger sur rail. Ce système continue de toucher plusieurs propriétés de la CCN, sous réserve de modifications à la suite de la mise au point définitive du tracé.

Au 30 juin 2024, le poste trésorerie et équivalents de trésorerie affectés incluent 1,7 million de dollars (1,7 million au 31 mars 2024) pour le TLR et représente des dépôts de garantie et d'exécution, plus les intérêts courus, qui correspondent à certaines exigences qui ne sont pas atteintes, mais qui devraient être satisfaites dans les prochaines années.

#### B. Fonds « Chambers Building »

Tel qu'indiqué dans le bail foncier du 40, rue Elgin (l'édifice Chambers), le locataire doit contribuer un montant annuel à la CCN dont l'objectif est de financer l'apport d'améliorations futures à cet immeuble. Les exigences de financement ont débuté le 31 octobre 2018 et se poursuivront chaque année jusqu'à la fin du bail en 2056. Ces fonds sont administrés par la CCN totalisent 7,1 millions de dollars au 30 juin 2024 (7,0 millions au 31 mars 2024). Un passif connexe est comptabilisé dans l'état de la situation financière.

#### C. Dépôt pour cession future d'un terrain

Au cours de l'exercice précédent, Hydro One Networks Inc. a effectué un dépôt pour l'acquisition future d'un terrain de la CCN. Au 30 juin 2024, ces fonds totalisent 3,6 millions de dollars incluant les intérêts courus (3,5 millions au 31 mars 2024). La cession est prévue au plus tard le 31 décembre 2025. Un passif connexe est comptabilisé dans l'état de la situation financière.

### 5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

|   | 30 juin 2024  | 31 mars 2024  |
|---|---------------|---------------|
| Revenus de location reportés  | 8 624         | 8 880         |
| Revenus de permission d'occuper reportés                              | 723           | 1 192         |
| Contribution de SPAC pour la construction du nouveau siège social     | 23 129        | 25 013        |
| Contribution de la Ville d'Ottawa pour l'aménagement du parc riverain | 6 832         | 7 932         |
| Autres revenus reportés   | 12 840        | 13 551        |
|   | <b>52 148</b> | <b>56 568</b> |

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de quatre différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,0 %, 4,27 %, 6,01 % et 6,5 %. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2075. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,1 million de dollars (0,1 million au 30 juin 2023) ont été constatés aux résultats.

## **NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)**

Pour les trois mois clos le 30 juin 2024 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

La contribution de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) de 23,1 millions de dollars (25,0 millions au 31 mars 2024) est pour les travaux de rénovations du nouveau siège social de la CCN qui devraient être terminés d'ici 2025, et la contribution de la Ville d'Ottawa de 6,8 millions de dollars (7,9 millions au 31 mars 2024) est pour l'aménagement du parc riverain de la berge sud en lien avec le projet TLR et est constatée selon l'achèvement des travaux qui devraient être terminés d'ici 2025.

Les autres revenus reportés correspondent principalement à une contribution d'Anciens Combattants Canada de 4,1 millions de dollars (4,2 millions au 31 mars 2024) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2027, une contribution d'Affaires Mondiales Canada de 5,0 millions de dollars (5,0 millions au 31 mars 2024) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2026, ainsi qu'une contribution de Patrimoine canadien de 1,3 million de dollars (1,3 million au 31 mars 2024) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici la fin 2024.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2024 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 6. Immobilisations corporelles

|   | COÛT              |                          |              |                    | AMORTISSEMENT CUMULÉ |                         |                          |                    | VALEUR COMPTABLE NETTE |                |
|---|-------------------|--------------------------|--------------|--------------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------|------------------------|----------------|
|   | Solde d'ouverture | Acquisitions/Ajustements | Dispositions | Solde de fermeture | Solde d'ouverture    | Dépense d'amortissement | Dispositions/Ajustements | Solde de fermeture | 30 juin 2024           | 31 mars 2024   |
| Terrains <sup>1</sup>                     | 378 077           | 2 640                    | -            | 380 717            | -                    | -                       | -                        | -                  | <b>380 717</b>         | <b>378 077</b> |
| Immeubles et infrastructures <sup>2</sup> | 1 063 938         | 31 815                   | -            | 1 095 753          | 523 123              | 5 243                   | -                        | 528 366            | <b>567 387</b>         | <b>540 815</b> |
| Améliorations locatives                   | 15 360            | -                        | -            | 15 360             | 12 682               | 98                      | -                        | 12 780             | <b>2 580</b>           | <b>2 678</b>   |
| Matériel <sup>2</sup>                     | 24 985            | 155                      | 64           | 25 076             | 19 927               | 232                     | 64                       | 20 095             | <b>4 981</b>           | <b>5 058</b>   |
|   | <b>1 482 360</b>  | <b>34 610</b>            | <b>64</b>    | <b>1 516 906</b>   | <b>555 732</b>       | <b>5 573</b>            | <b>64</b>                | <b>561 241</b>     | <b>955 665</b>         | <b>926 628</b> |

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2024) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 162,1 millions de dollars (129,9 millions au 31 mars 2024) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2024 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

|  | 2024-2025      | 30 juin 2024  | 30 juin 2023  |
|--|----------------|---------------|---------------|
|  | Budget annuel  |               |               |
|  | (note 2)       |               |               |
| Biens et services                                  | 70 193         | 13 185        | 14 044        |
| Salaires et avantages sociaux                      | 64 991         | 16 213        | 14 581        |
| Amortissement                                      | 27 878         | 5 573         | 5 523         |
| Paiements tenant lieu d'impôts fonciers            | 12 276         | 3 335         | 2 634         |
| Perte sur la cession d'immobilisations corporelles | -              | -             | 65            |
|  | <b>175 338</b> | <b>38 306</b> | <b>36 847</b> |

Pour la période close le 30 juin 2024, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments, acquis ou construits par la CCN, représentaient 0,6 million de dollars (0,2 million au 30 juin 2023). Ceux-ci sont comptabilisés comme charges au poste « Biens et services ».

### 8. Crédits parlementaires

|  | 30 juin 2024  | 30 juin 2023  |
|--|---------------|---------------|
| <b>Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation<sup>1</sup></b>      |               |               |
| Montant reçu durant la période   | 18 695        | 18 984        |
| Montant reçu pour l'exercice précédent   | (1 331)       | (1 553)       |
| Montant différé de l'exercice précédent  | 28            | 148           |
|  | <b>17 392</b> | <b>17 579</b> |
| <b>Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles<sup>2</sup></b> |               |               |
| Montant reçu durant la période   | 4 399         | 6 260         |
| Montant différé de l'exercice précédent  | 1 884         | 1 236         |
|  | <b>6 283</b>  | <b>7 496</b>  |
| <b>Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période</b>    | <b>23 675</b> | <b>25 075</b> |

1. En date du 30 juin 2024 et 2023, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2025 et 2024 totalisaient 69,5 millions et 69,7 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 juin 2024 et 2023, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2025 et 2024 totalisaient 25,3 millions et 25,0 millions de dollars respectivement.